

Mairie de GRABELS

Déclaration Préalable

Pour tout renseignement vous pouvez

vous adresser à :

Mairie de GRABELS

1 place Jean Jaurès

34790 GRABELS

☎ :04 67 10 41 00

Montpellier Méditerranée Métropole

Service Droit des Sols

☎ : 04.67.13.69.54

☎ : 04.67.13.62.06

Affaire suivie par : Monsieur CACHARD

François

A RAPPELER DANS TOUTE CORRESPONDANCE

Dossier n°: DP 34116 24 M0089

Déposé le 18/07/2024

Demandeur : FONCIA MONTPELLIER

Adresse des travaux : 10 Rue des Garriguettes

N° de parcelle : AW0458 AW0461

Destinataire :

FONCIA MONTPELLIER

ALAIN PAVIET SALOMON

185 Rue Léon Blum

34000 MONTPELLIER

URBANISME

AFFICHAGE EFFECTUE

DU 29/11/2024

AU 29/10/2025

NON OPPOSITION

**GRABELS, LE
LE MAIRE,**



Par courrier en date du 09/08/2024, je vous ai informé qu'il ne m'était pas possible d'entreprendre l'instruction de votre demande de Déclaration Préalable, enregistrée sous les références portées dans le cadre ci-dessus, car elle était incomplète.

Or, il s'avère que vous ne m'avez pas fait parvenir, dans le délai indiqué, l'ensemble des pièces ou indications manquantes.

Votre demande fait donc l'objet d'une décision tacite d'opposition en application de l'article R423-39 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, vous trouverez, en retour sous ce pli, votre dossier de demande d'autorisation.

Nota : J'attire cependant votre attention sur le fait que cette mesure ne doit pas être interprétée comme un accord tacite sur le projet envisagé, étant précisé que si les travaux étaient mis en exécution sans autorisation réglementaire de mes services, vous vous exposeriez à des poursuites pour infraction à la législation (articles L480-1 et suivants du Code de l'urbanisme).

GRABELS, le 25 NOV. 2024

Le Maire

**Le Maire,
René REVOL**



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.